

Journalistes et publicistes

En marge de récents incidents — De l'information, pas de propagande — Où le publiciste prend trop de place

Le Bureau de l'Information et le discours de M. Churchill aux Communes

(Par Léopold RICHER)

Ottawa, 7-I-42. — Notre confrère de la *Gazette*, M. F.-C. Mears, n'expose pas souvent des vues auxquelles nous pouvons souscrire en toute tranquillité de conscience. Son journal est de ceux qui, consciemment ou non, entreprennent des campagnes et soutiennent des thèses de nature à nuire à l'unité canadienne et, par conséquent, à l'effort de guerre bien compris et bien mené. Il arrive cependant à M. Mears d'écrire des notes et des impressions que tous les journalistes d'un tant soit peu d'expérience approuvent d'emblée. M. Mears, en effet, est membre de la tribune de la presse depuis de nombreuses années déjà. Il se distingue par la haute idée qu'il se fait des fonctions du journaliste et de la liberté de la presse. Il entend exercer son métier de façon efficace. S'il souhaite l'assistance de publicistes fonctionnaires, il n'aime pas que ces derniers s'immiscent partout, rendant sa tâche plus difficile.

Les journalistes à Ottawa

M. Mears employait sa chronique de lundi à parler de la situation des journalistes dans la capitale. Il écrivait: "Ceux qui sont employés dans la capitale par les journaux et les revues canadiennes pour rapporter le travail de guerre, se trouvent entourés d'un nuage de témoins plus opaque de semaine en semaine; un nuage qui, l'un de ces jours, rendra l'effort de guerre moins visible et moins intelligible, au lieu du contraire. — *Those who are employed in this capital by newspapers and periodicals throughout the country to report the war work find themselves each succeeding week enveloped by a heavier cloud of witnesses; a cloud that one of these days may make the war effort less visible and less audible, instead of the contrary*".

C'est, à l'adresse du gouvernement, une mise en garde non équivoque. On exagère, en effet, dans les milieux officiels, le souci de propagande.

D'après M. Mears — et les journalistes de métier corroborent son témoignage — les diverses organisations de guerre du gouvernement fédéral sont surchargées de publicistes. Leur personnel préposé à la publicité est devenu beaucoup trop nombreux. Il y a là dépense inutile d'énergie et d'argent, l'indice d'un manque de direction. Le gouvernement a attiré dans ses bureaux des journalistes qui faisaient un travail beaucoup plus efficace lorsqu'ils exerçaient leur métier. Et qui plus est — le danger est réel —

cette entreprise publicitaire, organisée et dirigée par l'Etat, menace "le territoire et l'intégrité éditoriale de la presse", soutient M. Mears. En termes plus simples, la publicité officielle, par le poids de sa masse et la diversité de ses manifestations, menace la liberté de la presse.

Démonstration irréfutable

Le correspondant de la *Gazette* illustre par un exemple ce qu'il veut dire. A une récente conférence de presse — il s'agit sans doute de la conférence que M. Winston Churchill a accordée aux représentants des journaux, — les journalistes se trouvèrent en minorité comparative aux publicistes à l'emploi du gouvernement. Plusieurs journalistes n'ont pu voir ce qu'on voulait leur montrer, ils avaient peine à entendre les réponses que l'on faisait à leurs propres questions. Nous avons, samedi dernier, en parlant de la conférence de presse de M. Churchill, souligné le fait particulier que les photographes étaient bien trop nombreux et se sont comportés de manière à embarrasser M. Churchill, à ennuyer tout le monde. Il y avait là, au surplus, des dizaines de publicistes à l'emploi du gouvernement, tous gens qui n'ont pas écrit un mot de la conférence de presse.

Le censeur en était, lui aussi

A une récente conférence avec un ministre, dit encore M. Mears, il y avait un censeur, s'il vous plaît, comme si l'on avait soupçonné les journalistes de sabotage ou d'indiscrétion. Dans certains ministères, on note une tendance à augmenter le personnel des publicistes que l'on va chercher dans les journaux. Cela n'est peut-être pas attribuable à une politique définie du gouvernement, mais plutôt au zèle de certains directeurs. Des commissions nouvelles exigent un personnel plus nombreux que d'autres. Mais il faut être prudent. D'après le correspondant de la *Gazette* on verse à certains publicistes des traitements tout à fait exagérés, si l'on tient

(Suite à la dernière page)